

EVALUATION FINALE PROJET ASIrri
Appui aux Irrigants et aux services aux
irrigants
(Cambodge-Haïti-Mali)

Financement DPO/AFD (FISONG)

Présentation des résultats de
l'évaluation

Paris

21 mars 2012

Geert VANDERSTICHELE
Hédia Hadjaj CASTRO



COTA Asbl



iram

GRET

 agronomes
vétérinaires
SANS FRONTIÈRES




CEDAC

CUDES/
KIDES



CROSE

FONHAD 



- 1. OBJET, DEMARCHE DE LA MISSION**
- 2. OBJECTIF ET RESULTATS ATTENDUS DU PROJET**
- 3. LES DEFIS DU TRANSFERT DE GESTION DE L'IRRIGATION**
- 4. 3 MODELES DE CENTRES DE SERVICES**
- 5. ÉLÉMENTS CONTEXTUELS IMPORTANTS**
- 6. APPRECIATION DES SERVICES DES CPS**
- 7. COMPOSANTE TRANSVERSALE ET LOBBYING**
- 8. ANALYSE GENERALE DE LA VIABILITE DES CPS/AUE**
- 9. CHANGEMENT D'ECHELLE, REPLICATION DE L'EXPERIENCE**
- 10. DEFIS MAJEURS DES CPS**
- 11. CARACTERE INNOVANT DU PROJET ASSIRI**



1. OBJET ET DEMARCHE DE LA MISSION

- **Obligation contractuelle + inputs pour la capitalisation**
- **Appréciation « enjeux » parmi les critères habituels d'évaluation: efficacité, efficacité, pertinence, inclusion sociale et durabilité**
- **Missions:**
 - Cambodge: 17 au 28/01**
 - Mali: 3 au 10/02**
(+consultant national à cause de l'insécurité)
 - Haïti: 22/02 au 03/03**



2. OBJECTIF ET RESULTATS ATTENDUS DU PROJET

Objectif : développer et tester des modes d'accompagnement et de prestation de services aux irrigants pour une exploitation durable des zones irriguées

Résultats attendus:

- ***R1. Mise en place (Cambodge, Haïti) ou renforcement (Mali) des Centres de Prestation de Services***
- ***R2. Renforcement des capacités techniques, organisationnels/institutionnels des organisations d'irrigants***
- ***R3. Elaboration de référentiels technico-économiques sur la maîtrise de l'eau et les stratégies d'accompagnement***
- ***R4. Plaidoyer pour le soutien technique et financier aux organisations d'irrigants (a partir d'argumentaires et de référentiels)***

3. LES DEFIS DU TRANSFERT DE GESTION DE L'IRRIGATION

problème de financement des coûts de l'irrigation/ services de l'eau aux petits exploitants



*transfert de la gestion de l'irrigation (TGI)
= gestion (de certaines parties) des PI
des organismes publics → AUE*

Objectif pour Gvt :

-réduire les coûts d'irrigation + augmenter la productivité et la rentabilité de l'agriculture irriguée

Constats :

*-flou institutionnel et manque de clarté dans la répartition des rôles
-vote de lois et décrets d'application traîne
(opposition groupes influents/peur de pertes de prérogatives)
-engagement prise pour l'accompagnement du TGI?
-infrastructure sous contrôle/propriété de l'Etat
-irrigation=priorité de développement*

4. TROIS MODELES DE CENTRES DE SERVICES

Cambodge

- mise en place Irrigation Service Center (ISC) : bureau privé (statut ONG)
- services payants aux AUE : FWUCs, Farmer Water Users Organizations (+FWUG/Commune)
- staff de 7-8 personnes
- 6 provinces
- réseaux d'irrigation de taille très différente (qq 100 à plus de 4.000 ha)
- exploitations de 0,7 à 1,1 ha en moyenne.

Mali

- consolidation Faranfasi So (organisation membres OP): dont 1 CPS (Molodo) appuyé des 5
- opération test pour 14 OERT (Organisations d'entretien du réseau tertiaire)
- 1 conseiller au CPS-Molodo
- services subventionnés + contribution cotisations annuelles des OERT
- zone de l'Office du Niger (80.000 ha/3.000 OERT)
- superficie irriguée varie de 11,80 ha à 84 ha pour 3 à 90 exploitants (majorité petites exploitations de moins d'1 ha)

4. TROIS MODELES DE CENTRES DE SERVICES

Haïti

- *appui/conseils aux 12 AUE et à CUDES (confédération des 12 associations et fédérations PI) appuyé par CROSE, mouvement social actif et AVSF*
- *services subventionnées (depuis 2003 par différents bailleurs)*
- *formations (ad hoc)/boutique d'intrants agricoles (BIA)/centrale d'appui à la commercialisation (CAC)*
- *département SudEst*
- *superficie ensemble 3.000 ha ; exploitations de 0,20-0,50 ha.*

Pour les 3 CPS → la demande à dû être suscité

5. ELEMENTS CONTEXTUELS IMPORTANTS

Cambodge

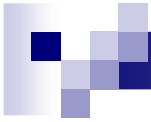
- *le régime de Pol Pot (1975-1979) : constructions grands systèmes d'irrigation (barrages de dérivation, réservoirs, réseaux de canaux, ...) : bcp sont peu fonctionnels*
- *AFD appuyé projets d'irrigation et de drainage Prey Nup (polders) Stung Chinit dans la province de Kompong Thom → GRET/CEDAC impliqué*
- *MOWRAM (Ministry of Water resources and Meteorology), créé en 1998 est l'acteur principal*
- *TGI : 1999 la circulaire (N°1) suivie en 2001 du t exte Prakas n°306 :*

FWUC:

- *maintenance et amélioration des systèmes d'irrigation et gestion de l'eau*
- *l'obligation de payer redevances d'eau*

MOWRAM/PDOWRAM :

- *contribution 5 ans aux coûts d'opération et de gestion*
- *mise en place et appui aux FWUCs*



5. ELEMENTS CONTEXTUELS IMPORTANTS

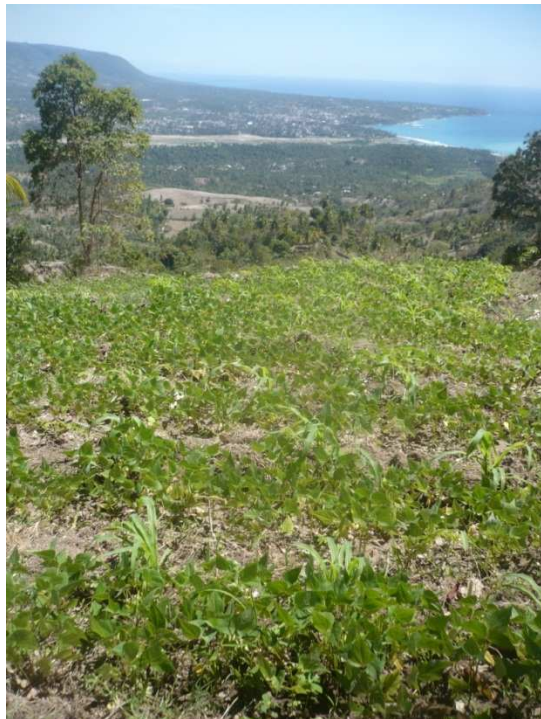
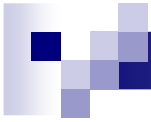
Mali

- insécurité rébellion touarègue et AQMI
- périodes cycliques de sécheresse
- Office du Niger (ON) → sécurité alimentaire du Mali
- environ 80.000 ha de superficie irriguée
- années 1980 organisation des AV → endettement
- appui aide hollandaise : 1983 -1997 (ARPON) +aide française en 1985 - 2009 (RETAIL) → incitation création FCPS
- mars 1994 : Office du Niger = EPIC → Contrats-Plans
- redevance est élevée (150 USD/ha/cycle de riz) pour ON : entretien réseau secondaire
- OERT créées à partir de 2001 en charge de l'entretien et de la gestion de l'eau au niveau du réseau tertiaire → accompagnement dans ce transfert de gestion pas prise en compte
- fédération des OERT ?



5. ELEMENTS CONTEXTUELS IMPORTANTS - Haïti

- plusieurs décennies d'instabilité politique/passages de cyclones dévastatrices/tremblement de terre en 2010/épidémie de choléra***
- dégradation des bassins versants et urbanisation accélérée***
- 80.000 ha PI /250 systèmes d'irrigation (dérivations rivières et sources)***
- infrastructures d'irrigation (époque coloniale et investissements années 1950) : détériorations (entretien et cyclones)***
- cultures principales pour l'irrigation: riz et la banane plantain***
- AFD a financé la réhabilitation de 6.500 hectares PI à l'Arcahaïes (pas dans SE)***
- MARNDR via la Direction des Infrastructures Agricoles (DIA) tutelle du secteur irrigation***
- interventions MARNDR et les ONGs →souvent dans le cadre de l'urgence***
- fin 1990 défini politique sur TGI , projet de loi pas encore voté***
- principes du TGI : l'État reste propriétaire/usagers font exploitation et maintenance/contrat de TGI durée déterminée/prélèvement redevance***
- Etat veut jouer rôle important dans l'accompagnement des AUE***





6. APPRECIATION DES SERVICES DES CPS

- CPS conforme politique nationale en matière de TGI*
- projet pilotes ASIrri : démontré faisabilité pour responsabilisation des AUE/OI*
- opération test ASIrri : services valables sur diagnostic préalable + adaptation/diversification des services (Cambodge et le Mali)*
- rechercher la relation entre le service de l'eau et la production agricole*
- pas suffisamment pris en compte : GIRE; répartition de l'eau (cf. capacités hydraulique et équité sociale + droits à l'eau) ; utilisation rationnelle quantité de l'eau disponible*
- intégration des aspects genre ?*
- accent sur bonne gouvernance + leadership*
- prévoir recyclages réguliers ainsi que la formation des nouveaux élus+ développer d'autres services au besoin*
- mutualiser certains services (équipement plus lourd, services hydrauliques, services financiers)*

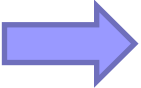


7. COMPOSANTE TRANSVERSALE ET LOBBYING

- IRAM: appuis spécifiques aux CPS dans les 3 pays +stages***
- appui à la capitalisation par pays : format similaire (webbased) → à ouvrir !***
- organisation visites d'échange entre les 3 pays (au Mali et au Cambodge)***
- atelier final tri-pays + numéro de Traverse***
- lien entre le niveau local (valorisation expériences de terrain) pour argumentation au niveau national → pas été évident***
 - Cambodge et Haïti, colloques sur services ISC, TGI et services de l'irrigation + urbanisation (Haïti)***
 - au Mali le plaidoyer/lobbying =information/échanges (ON, CRA-Ségou, Syndicats).***



8. ANALYSE GENERALE VIABILITE CPS/AUE

- viabilité économique/financière des CPS conditionnée par appuis externes (+ une partie significative des frais pour l'ISC du Cambodge)*
- viabilité technique des CPS : disponibilité et l'actualisation des modules/manuels +expertise interne (+accès à d'autres expertises externes spécialisées/mutualisés) .*
- ancrage institutionnelle des CPS (au Mali et au Cambodge) favorable à la reconnaissance par acteurs étatiques*
- piège d'une détérioration progressive du réseau + attentisme →constituer des fonds de réserve (cf. fonds d'investissement du projet ASIrri)*
- viabilité sociale des CPS et AUE : contributions physiques/temps investi/paiement de redevances*
 *compensés par meilleur accès à l'eau/productivité et rentabilité ?*

9. CHANGEMENT D'ECHELLE, REPLICATION DE L'EXPERIENCE

- important de continuer/répliquer la démarche*
- financement de la suite?*
- offre standard de services à formaliser (modules et manuels) - facilement assimiler continu*
- clarification avant la répllication de la stratégie de fédération et statuts des OERT (Mali)*
- intégration des femmes et des autres usagers de l'eau*
- légitimité institutionnelle des CPS et de leurs services développés : par l'ON au Mali, par MWORAM au Cambodge, par MARNDR/DIA en Haïti →plaidoyer/lobbying pour acceptation démarche/services*
- intégration dans la démarche de la capitalisation MWORAM/PDOWRAM au Cambodge ; l'ON-Ségou et à Niono au Mali et avec le DIA/DDA-SE en Haïti*



10. DEFIS MAJEURS DES CPS- ISC CAMBODGE

- socialiser l'expérience pilote réussite et ses outils au niveau du MWORAM/PDOWRAM***
- collaboration avec les communes à consolider***
- partenariat avec CEDAC + appuis de GRET pour répliation (qualité des services, qualité du staff, diversification des services, opérationnalisation du FWN comme plateforme)***
- relation institutionnelle de l'ISC avec l'AFD à consolider***
- intégration d'un service hydraulique (externe)***
- prise en compte d'autres aspects liés à la filière riz (crédit, appui-conseil agricole,...)***
- recherche des subventions et/ou des contrats rémunérateurs***



10. DEFIS MAJEURS DES CPS: FCPS MALI

- socialiser l'expérience pilote et des outils au niveau du Ministère, bailleurs, ON***
- institutionnaliser les relations avec ON***
- rechercher articulation avec les Services déconcentrés d'agriculture/communes***
- réflexion autour du statut des OERT***
- opération test d'organisation des OERT à un niveau supérieur***
- intermédiation avec les autres acteurs en amont du tertiaire+ concertation entre différents usagers de l'eau***
- intérioriser l'expertise GSE au niveau du (F)CPS***
- accompagner la mise en place de la « redevance tertiaire »***



10. DEFIS MAJEURS DES CPS: HAITI

- exprimer l'intérêt pour FSE et déterminer à quel niveau***
- formaliser l'offre des services aux AUE et tester***
- analyse blocages assemblée des délégués de CUDES***
- tester contrats de transfert de gestion des AUE avec le MARNDR ?***
- stimuler la relation institutionnelle CUDES et DDA-SE/BACs***
- suivre le résultat économique de la CAC/BIA → réorienter si nécessaire***
- encourager/faciliter (AVSF) la concertation ou coordination du secteur de l'irrigation***
- FONHAADI : se rapprocher des autres réseaux et DIA***

11. CARACTERE INNOVANT DU PROJET ASSIRI

UNE DYNAMIQUE D'ÉCHANGE SECTORIEL RÉUSSIE

- échange entre ONG autour GSE intéressant***
- moins évident d'intégrer les partenaires du Sud (malgré visites d'échange) → langue + différences de contextes + montages institutionnels différents des CPS***
- FISONG : dialogue sectoriel entre l'AFD et les ONG sur innovation réussi → valorisation savoir-faire spécifiques/approches de proximité ONG+expertise sectorielle de l'AFD***

MONTAGE INTERESSANT DU PROJET A PARTIR DE PARTENARIATS EXISTANTS ET SOLIDES ET DES INPUTS EXTERNES DE QUALITE

- relations de partenariat de longue date (GRET-CEDAC au Cambodge ; AVSF-CROSE/CUDES en Haïti, IRAM avec le FCPS au Mali) →bonne performance mise en œuvre***
- inputs d'expertise ponctuelle de qualité de l'IRAM, du GRET et de AVSF + stages (en particulier de l'IRC en GSE)***



11. CARACTERE INNOVANT DU PROJET ASSIRI

DES APPROCHES RESPONSABILISANTES

- contractualisation des services →responsabilisante, engagements mutuelles et obligation de résultat +'évaluation du service à la fin du contrat**
- accompagnent des OI/AUE →comprendre et obtenir leur statut +gagner en légitimité et crédibilité v-à-v de leurs membres et des acteurs institutionnels**
- outils d'auto-diagnostic organisationnel (et de typologie) → renforcer fur et à mesure les aspects organisationnels/institutionnels des AUE/OI**



FIN